

SOMMAIRE

- **Intersyndicale : le 1^{er} mai sera unitaire et revendicatif**
- **Jeunes diplômés : un pique-nique pour revendiquer des droits**
- **Caisse d'Épargne IDF : grève pour les salaires**
- **Sanofi-Aventis : mobilisation contre la restructuration du pôle chimie**
- **Suicide d'un cadre de Gefco : la CGT évoque un harcèlement**
- **TV Outre-Mer : les syndicats dénoncent un climat de « violence » à RFO**
- **Fonction publique : Georges Tron annonce 34 000 départs non remplacés en 2011**
- **Cotisations retraites : le Méridien définitivement condamné à indemniser ses anciens cadres**
- **Jeunes : l'OCDE alerte sur le risque d'une « génération sacrifiée »**
- **Ligue des Droits de l'Homme : le portrait 2010 d'une justice bafouée**
- **Lu dans l'Humanité du 16 avril : des aspirations malmenées**

ÉDITO

LA RÉFORME DES RETRAITES OU LA QUERELLE DU SEXE DES ANGES



A en croire François Fillon qui s'est fait remettre le rapport du Conseil d'Orientation des Retraites en vue d'entamer leur réforme, « l'enjeu que nous allons devoir relever n'est pas un enjeu de droite ou de gauche, c'est un enjeu démographique ». C'est comme les anges donc... ni hommes, ni femmes... des anges.

Cette manière de banaliser les choix qui sont devant nous relève ou de l'imposture ou de l'angélisme. Mais on écartera la deuxième option dans la bouche de celui qui a déjà signé la réforme précédente du système des retraites. Imposture en effet, car au-delà des affrontements politiques au sens parlementaire du terme, c'est en effet un choix de société qui est posé à notre pays. Et un choix de société n'est jamais neutre politiquement. Affirmer le contraire, c'est faire croire que la vie de la cité peut être régie par de simples équations, des cal-

culs et des ratios. Nous sommes à l'évidence placés devant des choix qui ne relèvent pas seulement des partis traditionnels et pour lesquels le corps social doit s'exprimer. La bonne nouvelle de l'allongement de la durée de la vie doit-elle être confisquée au seul usage et au seul bon vouloir des actionnaires et des directions d'entreprises ? La vie ne doit-elle se résumer qu'au labeur ? Où doit être placé le curseur de la répartition des richesses qui a été singulièrement orienté en faveur des revenus de la rente depuis trente ans au détriment des salaires, de la protection sociale ? On le voit, répondre à ces questions ne relève en rien de la comptabilité. Le Premier ministre exclut, à dessein, de son propos une autre hypothèse, celle d'une réforme libérale ou plutôt d'une accélération des mécanismes libéraux qui, de réformes en réformes, ouvrent la voie à la retraite par capitalisation, dégagent le terrain pour un vaste marché de la retraite.

François Fillon, Nicolas Sarkozy, Laurence Parisot usent de la dramatisation des hypothèses financières et démographiques pour affoler les Français et les contraindre à accepter l'inacceptable. Ils voudraient s'exonérer de la contestation sociale en imposant aux organisations syndicales un calendrier à marche forcée.

Les organisations syndicales sont pour l'heure vent debout contre l'hypothèse d'un report de l'âge de la retraite et d'un allongement de la durée de cotisation.

Elles ont fait de cette question un des thèmes revendicatifs d'un 1^{er} mai qu'elles ont choisi (à l'exception notable de FO) de placer sous le signe de l'unité.

Intersyndicale : le 1^{er} mai sera unitaire et revendicatif

La CFDT, la CGT, FSU, Solidaires et l'Unsa (autonomes) ont appelé ensemble les salariés

Pour un grand 1er mai unitaire



en particulier « la suppression des deux derniers tiers provisionnels pour les contribuables

à « un grand 1^{er} mai unitaire », dans une déclaration commune publiée vendredi. Alors qu'un « sommet social » doit avoir lieu en mai à l'Élysée et que la concertation sur la réforme des retraites a commencé, les cinq organisations syndicales considèrent que « l'action reste une priorité pour le monde du travail » et que les luttes en cours « souvent unitaires, doivent s'inscrire dans la durée ».

« Suppressions d'emploi, difficultés à trouver un travail, accroissement de la précarité, conditions de travail dégradées, difficultés salariales, avenir des retraites, sont les préoccupations des salariés », souligne la déclaration. Les cinq organisations affirment la nécessité de « donner la priorité au maintien des emplois » par des mesures, qui doivent être « négociées », « comme le chômage partiel, les jours de RTT ou de congés en cas de baisse d'activité ».

Concernant le pouvoir d'achat, ils réclament le maintien et l'amélioration des dispositions prises en 2009,

bles payant la première tranche d'impôt sur le revenu » et « l'amélioration des minima sociaux ».

A propos des retraites, les cinq syndicats déclarent qu'il « n'est pas acceptable » que « les seuls éléments de la réforme proposée restent le recul de l'âge légal de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation dans un cadre budgétaire constant ».

Pour les cinq organisations, « ni l'agenda, ni les bases de départ de discussion proposées aujourd'hui ne sont susceptibles de répondre aux besoins de consolider les droits et le système de retraites par répartition ». Toute réforme, concluent les syndicats, « doit garantir la pérennité du système par répartition en assurant son financement et en corrigeant les inégalités ».

FO a déjà annoncé qu'elle organiserait son propre 1^{er} mai, la CFE-CGC qu'elle n'appelait pas à manifester ce jour-là. La CFTC n'a pas encore rendu publique sa position.

Jeunes diplômés : un pique-nique pour revendiquer des droits

A l'appel de la CGT des cadres et techniciens, du syndicat étudiant Unef et de la CGT Ile-de-France, 300 étudiants et jeunes cadres ont pique-niqué jeudi en musique place de la Sorbonne à Paris pour dénoncer les conditions d'emploi des jeunes diplômés et la difficulté à poursuivre des études face à la crise. « Nous entendons dénoncer la triple peine que constituent la paupérisation durable des jeunes diplômés pendant et après leurs études, le dumping social pratiqué par les entreprises et ses répercussions sur les futures retraites », a expliqué Jean-François Bolzinger, secrétaire général adjoint de l'UGICT-CGT. « Ce que l'on appelait un « bizutage social » est devenu un sas d'une dizaine d'années avant de trouver un emploi stable, entraînant une paupérisation durable », a-t-il ajouté.



Caisse d'Épargne IDF : grève pour les salaires



Les salariés de la Caisse d'Épargne Ile-de-France étaient appelés à la grève mardi par les syndicats CGT et Sud sur des revendications salariales et pour dénoncer le mal-être au travail.

Une Assemblée générale de salariés qui rassemblait 400 personnes, a reconduit le mouvement, le syndicat Unsa s'est joint à la grève.

Les syndicats demandent notamment une prime de 3 000 euros, une augmentation mensuelle de 5,10 % avec un plancher de 140 euros et déplorent « la quasi-suppression de l'intéressement malgré des résultats commerciaux excellents », et « une part variable réduite à peau de chagrin ».

Ils dénoncent également « le stress et le mal-être au travail des salariés », depuis la mise en place d'un plan social, avec la fusion des trois Caisses d'Épargne.

Sanofi-Aventis : mobilisation contre la restructuration du pôle chimie

A l'appel d'une intersyndicale CGT-FO-CFDT, plus de 200 salariés du groupe pharmaceutique Sanofi-Aventis se sont rassemblés mardi matin au siège de la société à Antony pour s'opposer aux 900 suppressions de postes prévues avec la restructuration de la branche chimie. Lors de l'annonce du plan de restructuration dans la chimie, le 31 mars dernier, Sanofi-Aventis avait fait valoir qu'il n'y aurait pas de licenciements, en s'engageant à « *maintenir le niveau de l'emploi industriel en France pendant quatre ans* », avec des aides à la mobilité géographique.

« *C'est du pipeau ! Il reste encore 55 collègues du centre de production de Vitry-sur-Seine* », où un plan de sauvegarde de l'emploi a été annoncé en 2008, « *qui n'ont pas de reclassement et on vient nous dire qu'il y a des centaines de reclassements possibles* », a affirmé le coordinateur CGT, Thierry Bodin.



Suicide d'un cadres de Gefco : la CGT évoque un harcèlement



Un cadre de 40 ans de l'entreprise Gefco à Poissy (Yvelines) s'est donné la mort lundi dans la cave de sa maison à Andresy.

Ses proches et la CGT estiment que ce geste de désespoir serait le fruit d'un harcèlement au travail. Les enquêteurs auraient retrouvé au domicile de la victime des documents qui accréditent la thèse d'un conflit avec son employeur.

« *Nous sommes tous très choqués* », souligne Abberrahim Aziz, délégué CGT de Gefco. « *Il allait très mal, poursuit le délégué. Il laisse une femme et deux jumeaux âgés de deux ans* ».

Le syndicat envisage de déposer une plainte pénale pour harcèlement moral, estimant que la mort de ce salarié est due à la souffrance qu'il endurait au travail. L'enjeu est aussi de faire reconnaître ce suicide comme un accident du travail par le tribunal de la Sécurité sociale. Il travaillait comme cadre depuis 17 ans dans cette entreprise de logistique, spécialisée dans le transport de pièces automobile pour l'usine Peugeot.

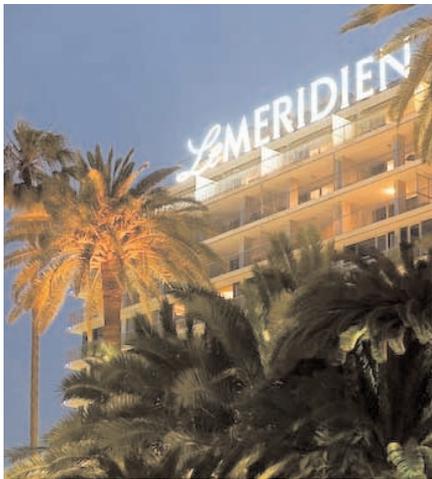
TV Outre-Mer : les syndicats dénoncent un climat de « violence » à RFO

Les syndicats CGT et FO de France Télévisions ont dénoncé jeudi un climat de « *violence* » à la rédaction de l'ex-RFO du siège de Malakoff, en région parisienne. Le malaise concerne l'« *Agence de proximité* », entité mise en place par le groupe audiovisuel public réunissant notamment l'ancienne équipe de RFO (Réseau France Outre-mer) dans la ville des Hauts-de-Seine. « *Il est urgent de voir cesser les menaces, les vociférations et les hurlements qui semblent aller de soi* » pour les trois directeurs généraux délégués de l'agence », demande la CGT dans un communiqué. La CGT et FO évoquent notamment des « *invectives violentes* » intervenues mercredi à l'encontre de la présentatrice Nadia Lacroix, par M. Haglund. Conduite mercredi auprès d'un médecin du travail, Mme Lacroix est en arrêt maladie jusqu'à dimanche, a précisé la CGT. « *L'Agence, c'est une mortelle combinaison de besoins mal définis, de management brutal et bureaucratique, de remise en cause ou de négation des fonctions professionnelles des journalistes de l'ex-RFO et surtout l'absence complète de stratégie* », affirme de son côté FO.



Fonction publique : Georges Tron annonce 34 000 départs non remplacés en 2011

Dans une interview au journal *Les Échos* paru jeudi, le secrétaire d'État à la Fonction publique a indiqué que 34 000 postes de fonctionnaires seraient supprimés par non remplacement en 2011. « *Nous continuerons (...) d'appliquer strictement le principe du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux l'an prochain à la fonction publique d'État. Cela correspond, grosso modo, à 34 000 départs non remplacés* », précise Georges Tron. 100 000 postes de fonctionnaires ont déjà été supprimés ces trois dernières années.



Cotisations retraites : Le Méridien définitivement condamné à indemniser ses anciens cadres

La Cour de cassation a rejeté mercredi le pourvoi formé par la chaîne d'hôtels Le Méridien, rendant définitive sa condamnation à verser quelque 15 millions d'euros de dommages et intérêts à 49 anciens directeurs d'hôtels expatriés, pour ne pas avoir cotisé pour leurs retraites.

Les plaignants, qui pour la plupart avaient dirigé des hôtels de la chaîne en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient pendant toute ou partie de leurs carrières, s'étaient aperçus en 2003 que leur employeur n'avait pas ou presque pas cotisé aux caisses de retraites françaises (régime général et complémentaire). Ils avaient alors engagé une action devant les Prud'hommes.

Jeunes : l'OCDE alerte sur le risque d'une « génération sacrifiée »

Dans un document de travail publié mercredi, l'OCDE estime que les jeunes déjà « *très sévèrement touchés par la crise économique* » puisque leur taux de chômage a crû de près de six points entre fin 2007 et fin 2009 pour avoisiner 19 % dans la zone OCDE (30 pays), ont des « *perspectives plutôt sombres* » puisque leur taux de chômage, depuis longtemps supérieur à celui des plus de 25 ans, devrait « *rester élevé durant les deux années qui viennent* ». L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), basée à Paris, estime aussi que « *les jeunes peu qualifiés qui, même avant la crise, étaient confrontés à de multiples obstacles pour trouver du travail, sont maintenant exposés à un risque élevé et prolongé d'inactivité et d'exclusion* ».



Ligue des Droits de l'Homme: le portrait 2010 d'une justice bafouée

La Ligue des droits de l'Homme dresse dans son « *état des droits de l'Homme en France* » 2010, le portrait d'une justice « *bafouée* », « *dure aux faibles* » mais « *paralysée face aux puissants* » et s'inquiète notamment de la « *pénalisation des conflits sociaux* ». Cet état des lieux annuel, publié aux éditions La Découverte (124 p, 12 euros), dépeint une justice « *manquant cruellement de moyens* », « *trop lente ou trop expéditive* », « *de plus en plus lointaine* », « *sous contrôle du pouvoir* » et « *sans cesse plus répressive* ».

En pleine crise économique et sociale, la LDH insiste notamment sur la « *pénalisation des conflits sociaux* » au cours de l'année 2009, s'inquiétant du fait que des salariés aient été « *licenciés à la suite d'actions syndicales* », comme à EDF. Mais aussi que lors d'actions syndicales, les personnes interpellées soient « *automatiquement placées en garde à vue, où leur ADN est prélevé pour être fiché (...), la loi prévoyant un an d'emprisonnement en cas de refus* ». « *Les manifestations sont souvent suivies de condamnations pour violences volontaires contre les policiers* », ajoute-t-elle, relevant que « *la justice est plus sévère pour les salariés qui agissent collectivement* » puisqu'elle « *ajoute la circonstance aggravante de réunion* ».



Lu dans l'Humanité du 16 avril : des aspirations malmenées



Par Edgard Guytan, Ex-cadre du secteur bancaire.
Malaise des cadres : pourquoi les chantres du libéralisme déchantent-ils ?

Spécialistes sans spécialisation, les cadres font la jonction entre les consignes de la direction et leur application par les salariés. Ils symbolisent surtout une société de consommation en plein essor (statut social, pouvoir d'achat). Toutefois, en l'espace de trente ans, ces intermédiaires efficaces du système libéral ont vu leurs aspirations quelque peu malmenées, au point de se retourner contre cette entreprise qu'ils chérissaient tant. Lire la suite :

http://www.humanite.fr/2010-04-16_Idees-Tribune-libre-Histoire_Des-aspirations-malmenees